Editorial: Pour une construction de l'avenir

by Kiran Ramsahaye on 2010-12-31 01:35:00

L'année 2010 tire déjà à sa fin. Nous enclenchons à partir de demain la deuxième décennie du premier siècle de ce troisième millénaire. La première décennie que nous laissons derrière sera à jamais gravée dans l'histoire de l'humanité comme étant celle qui a provoqué des chocs économiques les plus désastreux depuis la Révolution industrielle.

Cette décennie est annonciatrice d'une transformation fondamentale à l'environnement économique mondial et d'un changement radical dans la façon de faire sur le plan économique et financier. Le modus operandi des décideurs économiques de la planète ne sera plus le même. Il n'est pas interdit de penser que les prochains auteurs des manuels d'économie destinés aux étudiants auront à inventer une nouvelle définition de cette matière.

Des penseurs ont même commencé à chercher de redéfinir des concepts économiques fondamentaux tels le produit intérieur brut, le revenu par tête d'habitant, l'offre et la demande, etc. Déjà depuis belle lurette, le quotient émotionnel a remplacé le traditionnel quotient d'intelligence. Il ne sera guère étonnant qu'au cours de cette nouvelle décennie la performance d'un État ne sera plus calculée par son produit intérieur brut (Gross Domestic Product) mais par sa joie intérieure brute (Gross Domestic Happiness). Assurément, les paramètres pour mesurer le succès des prochaines générations seront bien plus révolutionnaires. Il y a de bonnes raisons de croire que cette évolution des concepts constituera pour la race humaine un inexorable retour à la case départ. En d'autres mots, aux valeurs intrinsèques de l'homme - tels sa joie et sa paix intérieures, ses émotions, ses comportements, son état d'âme, etc, - que l'économie de l'ère post-Révolution industrielle a reléguées au domaine de l'insignifiance. Leur importance originelle leur sera accordée. Dans une telle perspective on ne peut qu'espérer que cette involution positive replacera l'homme au centre du développement et du progrès.

Mais pour que la petite République de Maurice soit au diapason d'un tel processus il y a tout un travail de base qu'il faut prestement abattre. Il lui faut d'abord un projet de société qui va bien au-delà de la prochaine décennie. Un programme qui permettra au pays d'émerger en une société économiquement et socialement plus juste sur laquelle se construira à partir de maintenant, la République mauricienne de, disons, 2050. Il est nécessaire d'insister que la démocratisation de l'économie et la justice sociale doivent impérieusement constituer la pierre angulaire d'une telle construction. Il n'y a aucun doute que pour que ce projet aboutisse il nous faut de véritables bâtisseurs de l'avenir et non des contractuels quinquennaux.

La majorité de la population restera toujours dans un état de sous-développement aussi longtemps qu'on lui refuse une participation active aux leviers économiques. L'avenir du pays réside dans la démocratisation de son économie, l'élargissement de sa base économique, l'accroissement du nombre de ses opérateurs et une diversification tous azimuts des investissements. Pour que ceux-ci soient réalisables il ne suffit pas de créer de l'emploi, trop souvent peu rémunérateur.

Il faut impérativement introduire une forte dose d'empowerment au peuple afin qu'il se transforme d'une masse de quémandeurs d'emploi en une nation d'investisseurs, d'entrepreneurs et de patrons. L'empowerment constitue la clé qui ouvrira la voie vers une vraie indépendance économique et sociale. Dès lors, émergera une société fondée sur l'équité et la justice sociale avec une protection accrue de ses membres les plus vulnérables.

Il existe certaines vérités essentiellement économiques qui méritent, dans le contexte actuel, d'être mises en exergue. L'industrie sucrière, et subséquemment la diversification de ses investissements vers les secteurs du tourisme, du textile et de l'énergie ont connu un immense succès économique avec des réalisations de profits phénoménaux grâce à deux éléments fondamentaux.

Premièrement, les interventions de l'État auprès de la communauté internationale qui ont permis la création d'une série d'accords commerciaux préférentiels tels les Conventions de Lomé, le Protocole Sucre avec le

Marché commun d'alors et par la suite avec l'Union européenne, qui ont permis à la fois la garantie du marché et du prix, le General Agreement on Tariff and Trade, l'Accord Multifibre et autres zones d'échanges préférentielles. Ces accords commerciaux ont toujours été accompagnés par de généreuses mesures incitatives de l'État sous forme d'abattements fiscaux puisés des caisses des contribuables, d'accès garanti aux crédits avec des taux d'intérêts préférentiels.

Deuxièmement, l'indispensable contribution des laboureurs, des artisans, des métayers, des ouvriers et des petits planteurs qui ont, contre vents et marées, toujours fait preuve d'engagement, de persévérance et de détermination. L'industrie sucrière a été bâtie sur la sueur de la masse des travailleurs.

Historiquement, cette industrie est la mère de tous les secteurs de l'économie mauricienne. Du traditionalisme sucrier, ce secteur s'est transformé aujourd'hui en une industrie cannière où le sucre est relégué à une position secondaire pour laisser la place aux produits excessivement profitables : de l'énergie à partir de la bagasse, la distillation de spiritueux à partir de la mélasse, la raffinerie (sucres spéciaux) et le redéploiement des terres agricoles pour subvenir aux besoins d'un développement économique et social moderne.

Pour la première fois dans son histoire, le pouvoir politique a fermement formulé une demande au pouvoir économique traditionnel et aux grands propriétaires pour qu'ils apportent leur contribution au développement de la nation et partagent leurs énormes profits avec le peuple à travers une ouverture de l'actionnariat aux planteurs, aux laboureurs, aux artisans, aux métayers et, d'une manière indirecte, à la population tout entière. En ce faisant, ils viendront établir, et éventuellement participer à la justice et à la paix sociale, et ce, tout en demeurant les bénéficiaires majoritaires. Mieux encore, la postérité les élèverait au rang des grands ouvriers qui auront participé à la construction d'une nation moderne, juste et équitable. Une nation qui trouvera une place digne dans un monde qui se transforme à une vitesse vertigineuse.

On ne peut que souhaiter que tous ceux qui sont appelés à apporter leur contribution à cette noble cause le feraient dans un élan de magnanimité et avec une générosité de cœur. A l'orée de cette nouvelle décennie, c'est sans nul doute les meilleurs vœux qu'on puisse formuler pour la nation.

Le Matinal - http://www.lematinal.com